



PARCOURS : LA MALADIE D'UN ENFANT

Maladie, accident, handicap ... : quelle que soit la gravité, ce sont des événements qui viennent bouleverser la vie de la famille. Heureusement certains dispositifs peuvent aider à se réorganiser le quotidien.

DEMARCHES

Jeune enfant	
Mode de garde	Vaccination obligatoire : le vaccin DTP est obligatoire pour les enfants inscrits en accueil collectif (crèche collective, halte-garderie...). Les autres vaccins sont recommandés (variole, coqueluche, BCG, ROR).
	Maladie : en cas de maladie de l'enfant les responsables peuvent refuser temporairement son accueil.
Travail	Congé pour enfant malade : en cas de maladie ou accident d'un enfant (attesté par certificat médical), le parent salarié bénéficie d'un congé non rémunéré de 5 jours pour un enfant de moins d'un an.
Jusqu'à 16 ans	
Scolarité	Vaccination obligatoire : le vaccin DTP est obligatoire à l'école ainsi que dans les accueils périscolaires type garderie, colonies de vacances...
Santé	Assurance maladie : l'enfant est inscrit au compte de son/ses parents en qualité d'ayant-droit. Si les deux parents sont assurés auprès de l'assurance maladie, l'enfant peut être rattaché auprès de chacun d'eux.
Travail	Congé pour enfant malade : le parent salarié bénéficie de 3 jours de congé pour maladie/accident d'un enfant jusqu'à ses 16 ans (le congé peut être porté à 5 jours si le salarié assume la charge d'au moins 3 enfants de moins de 16 ans).
Jusqu'à 20 ans	
Santé	<p>Assurance maladie : de 16 à 20 ans l'enfant reste rattaché en qualité d'ayant-droit de son/ses parents si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il poursuit ses études ou son apprentissage, - ou, il vit avec ses parents en étant à leur charge effective et permanente - ou, il souffre d'une incapacité de travail. <p>Il peut encore être inscrit au compte de ses parents s'il remplit les 3 conditions suivantes : inscrit dans un établissement d'enseignement, sans bénéficier d'un régime de protection sociale à titre personnel, il a dû interrompre ses études primaires, secondaires ou technologiques pour cause de maladie.</p>
A tout âge	
Mode de garde	<p>Dans l'impossibilité de se rendre à l'école ou la crèche, la seule solution est généralement de rester à la maison :</p> <ul style="list-style-type: none"> - congé des parents - famille, amis, voisins - ou encore garde à domicile <p>Lorsque les parents ont utilisé toutes leurs journées de congé pour enfant malade, les congés payés, les RTT (et le compte-épargne temps le cas échéant) peuvent être mobilisés pour rester auprès de son enfant.</p>

Travail	<p>Congé de présence parentale : le salarié dont l'enfant (de moins de 20 ans) est atteint d'une maladie, d'un handicap ou est victime d'un accident particulièrement grave et qui rend indispensable sa présence peut bénéficier de jours de congé spécifiques (jusqu'à 310 jours). Ces journées peuvent être prises en fonction des besoins – par intervalles fractionnés si nécessaire (mais les journées elles-mêmes ne sont pas fractionnables) – sur une période totale de 3 ans.</p> <p>Le congé peut être prolongé à l'issue de la période initiale de 3 ans, s'il y a nouvelle pathologie ou encore rechute.</p> <p>Le salarié n'est pas rémunéré pendant cette période mais peut bénéficier de l'allocation journalière de présence parentale.</p>
	<p>Congé de soutien familial : un salarié qui a au moins 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise peut cesser temporairement son activité professionnelle pour s'occuper d'un membre de sa famille handicapé ou subissant une lourde perte d'autonomie. Le congé est de 3 mois, renouvelable dans la limite d'un an sur l'ensemble de la carrière. Il n'est pas rémunéré.</p>
	<p>Don de jours de repos à un salarié parent d'un enfant gravement malade : un salarié peut renoncer à une partie de ses jours de repos et les donner, anonymement et sans contrepartie, à un collègue dont l'enfant est gravement malade. Les jours de repos pouvant faire l'objet d'un don sont la 5^{ème} semaine de congé payé et les RTT. A ce titre le salarié qui reçoit le don continue à bénéficier de sa rémunération pendant son absence.</p>

FOCUS

En droit fiscal l'enfant qui, en raison de son handicap, est hors d'état de subvenir à ses besoins, est automatiquement considéré comme personne à charge, quel que soit son âge.

D'autres dispositifs fiscaux particuliers peuvent également aider la prise en charge du handicap.

Quotient familial	
Enfant à charge victime d'un handicap	demi-part supplémentaire
Crédit d'impôt	
Logement	Crédit d'impôt pour l'aménagement du domicile avec des équipements spécialement adaptés au handicap (spécifiquement l'aménagement des sanitaires, et les aménagements d'accessibilité et de sécurité)
Salarié à domicile	L'emploi d'un salarié à domicile pour aider / garder une personne dépendante du fait d'un handicap permet de bénéficier d'un crédit d'impôt (attention, si le contribuable ne travaille pas, l'avantage se transforme en réduction d'impôt)
Impôts locaux	
Taxe d'habitation	Le handicap ouvre droit à un abattement de 10% de la taxe d'habitation.

PRESTATIONS

Prestations familiales	
AJPP	Allocation journalière de présence parentale
AEEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
PCH	Prestation de compensation du handicap, qui est cumulable avec certains éléments de l'AEEH ou qui peut les remplacer.

Santé	
Prise en charge des soins de santé	La consultation médicale d'un enfant est remboursée à 70%, mais les consultations pédiatriques font l'objet d'une tarification particulière dont une partie (le forfait pédiatrique enfant) est pris en charge à 100%. Les centres de la protection maternelle infantile (PMI) accueillent gratuitement tous les parents d'enfants de moins de 6 ans.
	Les enfants ou adolescents hébergés en établissement d'éducation spécialisée sont pris en charge à 100%
	Les frais pour affection de longue durée sont pris en charge à 100%.

SERVICES

- Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) :

- CPAM :

- CAF :

FOIRE AUX QUESTIONS

« Mon enfant a-t-il droit à sa propre carte vitale ? »

« Oui, à l'âge de 16 ans chaque enfant (toujours ayant-droit de ses parents) a sa propre carte vitale. Avant 16 ans l'enfant est sur la carte vitale d'un ou de chacun de ses parents (à noter que s'il est sur la carte de ses deux parents, les remboursements se font sur celle qui a été utilisée lors des soins concernés).

Il faut aussi savoir que dès 16 ans l'enfant peut demander la qualité « d'ayant droit autonome » : il pourra alors être remboursé directement sur son compte bancaire (ou postal) personnel. »

« Mon enfant souffre de handicap, que va-t-il se passer pour sa scolarité ? »

« Un enfant handicapé peut être scolarisé en milieu ordinaire, dans un établissement spécialisé ou suivre des cours à distance en fonction de ses besoins et de la nature de sa maladie. A noter qu'un enfant handicapé peut tout à fait bénéficier d'un accompagnement spécifique tout en restant scolarisé en milieu ordinaire : grâce aux classes pour l'inclusion scolaire, aux unités localisées pour l'inclusion scolaire, aux sections d'enseignement général et professionnel ou encore aux auxiliaires de vie scolaire.

Comme pour tout enfant, vous devez accomplir les démarches d'inscription classiques auprès de la mairie de votre domicile pour l'inscrire dans votre établissement de référence. La MDPH va ensuite évaluer les besoins de votre enfant : ils sont inscrits dans le Projet personnalisé de scolarisation (PPS) qui détermine les conditions de la scolarisation et les aides

pouvant être accordées. Pour suivre la scolarité de votre enfant, une réunion entre parents et enseignants a lieu au moins une fois par an, et des ajustements ultérieurs peuvent être faits dans le PPS. »

LETTRES TYPES

Demande d'aides particulières liées au handicap d'un enfant : AEEH et carte de stationnement

<p>Adresse Code postal, ville</p> <p style="text-align: right;">MDPH Adresse, Code postal, ville</p> <p>Ville, date</p> <p>Madame, Monsieur,</p> <p><i>Je me permets de vous exposer la situation de mon enfant (prénom) pour solliciter auprès de vous l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé. Mon fils/ma fille (nom, prénom), né(e) le (date), présente un handicap (précisez : suite à / depuis le), dont le taux s'élève à (précisez) %. Nous nous organisons pour gérer les soins et les exigences de sa condition (donner des exemples : réduction ou arrêt de travail ; emploi d'une tierce personne ; surcoûts liés aux transports). Malheureusement nous manquons encore de ressources pour faire face à la situation : l'allocation nous est indispensable. Vous trouverez ci-joint le formulaire de demande de la caisse d'allocations familiales, la synthèse des différents bilans effectués, les justificatifs de frais occasionnés et un certificat médical.</i></p> <p>(Formule de politesse)</p> <p style="text-align: right;">Signature</p>	<p>Adresse Code postal, ville</p> <p style="text-align: right;">MDPH Adresse, Code postal, ville</p> <p>Ville, date</p> <p>Madame, Monsieur,</p> <p><i>Je me permets de solliciter auprès de vous une carte de stationnement pour la personne handicapée. Mon enfant (nom, prénom), né(e) le (date), présente un handicap (suite à... depuis le), dont le taux s'élève à (précisez). Son handicap réduit de manière considérable et durable sa capacité à se déplacer à pied, à savoir : (précisez périmètre de marche, le recours à une aide pour ses déplacements, ...). De plus, mon enfant étant mineur il a besoin d'être conduit par un tiers possédant le permis de conduire.</i></p> <p>(Formule de politesse)</p> <p style="text-align: right;">Signature</p> <p>(Joindre à l'envoi le certificat médical et carte d'invalidité)</p>
--	---

TELECHARGEMENTS :

Familles de France – « Concilier vie familiale et vie professionnelle : congés pour raisons familiales » <http://www.familles-de-france.org/node/187>

Plus d'informations :

<http://www.caf.fr/> ; <http://www.msa.fr/lfr>

<http://www.ameli.fr/> et la rubrique « la santé de mon enfant » sur votre compte personnel.

Aide handicap École : 0810.55.55.00 /
aidehandicapecole@education.gouv.fr

MODE D'EMPLOI DETACHABLE

A nos associations qui accompagnent les familles lors des différents événements qui les touchent : ces parcours sont constitués sous la forme de dossiers de 4 pages pour une utilisation pratique et adaptable afin de vous aider dans vos activités d'information et de renseignement.

Sommaire :

1. Présentation du parcours :
le rappel des principales étapes et les démarches à ne pas rater.
2. Liste des droits :
une mention des principaux droits et prestations, ainsi qu'un focus pour mieux connaître certaines aides spécifiques.
3. Mise à disposition d'outils :
des lettres-types, une foire aux questions, des sites utiles et des outils complémentaires en téléchargement.
4. Référencement des services :
les organismes et les services à référencer près de chez vous.

Mode d'emploi :

Pour mieux adapter la réponse aux familles :

- Les cas présentés ne sont pas exhaustifs, et tous les droits ne s'appliquent peut-être pas à chaque situation.

A situation donnée, faites le tri entre les droits qui peuvent être ouverts : vous pourrez joindre à ce dossier les fiches pratiques disponibles en téléchargement <http://www.familles-de-france.org/politique-familiale>, ou sur le site des organismes.

- les services sont renseignés de manière à les rendre plus accessibles aux familles. Un espace est destiné à ce que vous complétiez les adresses, coordonnées et permanences ... près de chez vous. Cette partie peut être complétée d'autres organismes le cas échéant.

- des sites utiles et des outils complémentaires sont renseignés en fin de dossier pour vous aider dans vos recherches